

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



49614
Distr.
GENERALE

E/CN.14/RES/109(VI)
3 mars 1964

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième session
Addis-Abéba, 19 février - 3 mars 1964

POLITIQUE SOCIALE ET DEVELOPPEMENT

Résolution 109(VI) adoptée par la Commission à sa 113e séance plénière
le 2 mars 1964

La Commission économique pour l'Afrique,

Considérant la nécessité d'un développement économique et social intégré et équilibré, considérant aussi l'urgence, pour les pays africains, d'orienter leurs objectifs et leur politique de développement social vers un développement économique et social accéléré,

Consciente de la responsabilité qui lui incombe d'éliminer la pauvreté, la maladie et l'ignorance en Afrique dans le cadre du programme mondial lancé par la Décennie du développement des Nations Unies contre les fléaux permanents de l'humanité; consciente aussi de la tâche immense qui consiste à combler les différences de niveau de développement social qui existent actuellement entre les pays africains et les autres pays développés,

Rappelant ses résolutions 44(IV) du 27 février 1962 et 80(V) du 1er mars 1963 priant le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude comparative des aspects sociaux des plans africains de développement aussi bien que des méthodes d'intégration des programmes économiques et sociaux au sein de la planification intégrale du développement,

Notant la résolution de l'Assemblée générale 1674(XVI) et la résolution du Conseil économique et social 903(XXXIV) B, chargeant les organes des Nations Unies et les commissions régionales d'intensifier leur travail en ce qui concerne les programmes de planification en vue d'un développement économique et social équilibré et coordonné, compte tenu de

l'inter-action entre la croissance économique et le développement social, et des systèmes sociaux et économiques différents,

1. Appuie les recommandations du Groupe d'experts sur l'intégration des plans de développement social dans la planification intégrale du développement (E/CN.14/240) chargeant le Secrétaire exécutif d'intensifier le travail sur les méthodes et les techniques de la planification dans le domaine du développement social, y compris la délimitation des objectifs et des niveaux sociaux, des critères employés pour l'allocation des ressources aux programmes sociaux et leur financement;

2. Invite le Secrétaire exécutif à étendre l'assistance technique et les services consultatifs fournis aux gouvernements membres sur les méthodes et les techniques de la planification en matière de développement social, l'intégration des programmes sociaux au sein des programmes économiques, les critères pour l'allocation de fonds pour le développement social et la formulation des objectifs et politiques du développement social en vue d'un développement économique accéléré;

3. Charge le Secrétaire exécutif d'entreprendre, en collaboration avec le Bureau des affaires sociales du Siège, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et les institutions spécialisées des Nations Unies, des études sur les différents aspects de la planification sociale destinées à servir de base aux services consultatifs et techniques fournis aux gouvernements membres.